



## **Projet de règlement grand-ducal portant**

- a) interdiction de l'utilisation de la substance active S-métolachlore et**
- b) interdiction ou restriction de l'utilisation de la substance active métazachlore**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

Les avis de la Chambre des Métiers, de la Chambre de Commerce, de la Chambre des Salariés et de la Chambre d'Agriculture demandés;

Vu l'article 2 (1) de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement et de notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et après délibération du Gouvernement en Conseil;

### **Arrêtons:**

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'utilisation de la substance active S-métolachlore est interdite sur l'ensemble du territoire.

**Art. 2.**

- a) L'utilisation de la substance active métazachlore est interdite à l'intérieur des zones de protection des eaux destinées à la consommation humaine, des zones destinées à être déclarées zones de protection des eaux destinées à la consommation humaine et de la partie luxembourgeoise du bassin versant du lac de la Haute-Sûre ;

Les cartes originales concernant les zones pré-mentionnées peuvent être consultées auprès de l'Administration de la gestion de l'eau. Leurs reproductions numériques sont accessibles sur un site électronique installé à cet effet.

- b) L'utilisation de la substance active métazachlore est restreinte à 0,75 kg/ha tous les quatre ans sur les surfaces non citées sous a)

**Art. 3.** Par dérogation à l'article 2 point b), l'utilisation de la substance active métazachlore est interdite

- en 2015 sur les surfaces sur lesquelles une application de métazachlore a eu lieu entre le 1<sup>er</sup> janvier 2012 et le 31 décembre 2014 ;
- en 2016 sur les surfaces sur lesquelles une application de métazachlore a eu lieu entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 31 décembre 2014 et
- en 2017 sur les surfaces sur lesquelles une application de métazachlore a eu lieu en entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2014.

**Art. 4.** L'annexe II du règlement grand-ducal du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine est modifié comme suit :

- a) Le point 1) est complété par un cinquième tiret formulé comme suit : « - métazachlore ».
- b) Au point 2), le premier alinéa est supprimé.

**Art. 5.** Notre Ministre de l'Environnement est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

## Commentaire des articles

### Article 1<sup>er</sup>

Cet article interdit l'utilisation de la substance active S-métolachlore sur tout le territoire luxembourgeois.

### Article 2

Cet article introduit un régime de restrictions concernant l'utilisation de la substance active métazachlore.

L'utilisation est interdite à l'intérieur des zones de protection des eaux destinées à la consommation humaine. En ce qui concerne les zones de protection il s'agit de la zone de protection autour du captage d'eau souterraine Doudboesch et situées sur le territoire de la commune de Flaxweiler, de la zone de protection autour du captage d'eau souterraine François située sur le territoire des communes de Tuntange et de Septfontaines, de la zone de protection autour du captage d'eau souterraine Kriepsweiren située sur les territoires des communes de Junglinster, Niederaanven et Steinsel, conformément aux règlements grand-ducaux du 12 décembre 2014 portant création de ces zones de protection et de la zone de protection sanitaire du lac de la Haute-Sûre créée par la loi modifiée du 27 mai 1961 concernant les mesures de protection du barrage de la Haute-Sûre.

L'utilisation de cet herbicide est également interdite à l'intérieur des zones destinées à être déclarées zones de protection et de la partie luxembourgeoise du bassin versant du lac de la Haute-Sûre. Les zones concernées sont consultables sur le géoportail ([eau.geoportail.lu/](http://eau.geoportail.lu/) Zones dans lesquelles une application du metazachlore est interdite).

### Article 3

Cet article introduit un régime transitoire couvrant la période de 2012 à 2014 afin de garantir que les restrictions concernant l'utilisation de la substance active métazachlore, en l'occurrence la limitation à 0.75 kg/ha tous les quatre ans, soient opérationnelles à partir de 2015.

### Article 4

Cet article apporte des modifications au règlement grand-ducal du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine afin d'assurer une cohérence entre les dispositions des deux règlements grand-ducaux.

### Article 5

L'article comporte la formule exécutoire.

## Exposé des motifs

La campagne d'analyses réalisée en octobre 2014 suite à l'incident dans la partie wallonne du bassin versant de la Haute Sûre a mis en évidence que la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine est affectée à large échelle par la présence du métabolite métazachlore-ESA avec des dépassements de la limite de potabilité. Ces dépassements ont été identifiés aussi bien au niveau des ressources du lac de la Haute-Sûre qu'au niveau des masses d'eau souterraine du Dévonien, du Trias et du Lias Inférieur. Suite à ces dépassements, cinq fournisseurs d'eau potable, dont le syndicat SEBES et la Ville de Luxembourg, ont été obligés de mettre des ressources d'eau potable hors service et quatre fournisseurs, dont le Syndicat SES, ont été menés à introduire une demande de dérogation aux valeurs limites conformément à l'article 11 du règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 relatif à la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.

Il est évident que cette pollution par les pesticides et leurs métabolites crée une situation à moyen terme pouvant mettre en péril la sécurité d'approvisionnement en eau potable.

D'après les estimations de l'administration de la gestion de l'eau, environ 45'000m<sup>3</sup>/jour d'eau potable en provenance de ressources d'eau souterraine (y compris la solution de secours SEBES/Schaedhaff) sont affectées par la présence du métabolite métazachlore-ESA ce qui correspond à environ 1/3 des besoins d'eau potable au niveau national. Ce chiffre ne prend pas en considération la qualité de l'eau brute prélevée dans le lac de la Haute-Sûre.

Il est à souligner que les dérogations mentionnées ci-dessus sont limitées à 3 ans. A l'issu de cette période, un bilan est dressé afin de déterminer si des progrès suffisants ont pu être réalisés. L'article 9 de la directive 98/83/CE prescrit à un Etat membre qui a l'intention d'accorder une seconde dérogation, l'obligation de transmettre le bilan précité à la Commission Européenne et de justifier les motifs pour accorder une seconde dérogation, qui est de nouveau limitée au maximum à 3 ans. Lorsque la qualité de l'eau potable ne respecte après ces 6 ans toujours pas les normes de qualité, l'Etat membre peut demander à la Commission une troisième dérogation pour des cas exceptionnels, demande sur laquelle la Commission statue dans un délai de 3 mois. Au mois de décembre 2014, la Commission Européenne a refusé à la France une troisième dérogation dans une unité de distribution faute notamment d'avoir pris des mesures nécessaires en temps utile. Avec la conséquence que l'eau de la zone de distribution concernée ne peut plus être distribuée en tant qu'eau potable.

La présence du métabolite métazachlore-ESA dans les eaux de surface et les eaux souterraines met également en péril l'atteinte du bon état de ces masses d'eaux conformément aux objectifs fixés par la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et la directive 2000/60/CE. Une pollution diffuse de la Sûre et de ses affluents en amont du barrage d'Esch-sur-Sûre a été confirmée suite à la campagne de mesures précitée. Cette pollution ne provient pas exclusivement de phénomènes de ruissellement, mais également par des sources d'eau

souterraine situées en faible profondeur. Le monitoring des eaux de surface réalisé depuis octobre 2014 a révélé que la majorité des cours d'eau du Grand-duché est affectée par une dégradation de la qualité de l'eau par les métabolites du métazachlore. Cette dégradation de la qualité de l'eau de surface et souterraine est liée à l'obligation de prendre des mesures adéquates. Ainsi, le règlement grand-ducal du 8 juillet 2010 relatif à la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration stipule dans son article 5 que des mesures à inverser les tendances à la hausse sont obligatoires lorsque 75% de la concentration maximale (fixée pour le métazachlore-ESA à 100ng/l) est atteinte. Lors de la campagne d'octobre 2014, le seuil des 75% de la concentration maximale a été dépassé dans 26 % des points de mesures, sans pour autant que cette campagne ne soit à considérer comme exhaustive pour évaluer l'état de l'ensemble des masses d'eau souterraine.

Les articles 5 et 28 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau prévoient l'établissement d'un programme de mesures lorsque les objectifs environnementaux pour les eaux de surface ne sont pas atteints. L'article 26 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée prévoit que des prescriptions générales pour la maîtrise des pressions et sources diffuses peuvent être prises moyennant des règlements grand-ducaux. La limitation voire l'interdiction de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques sont explicitement mentionnés comme mesures à mettre en œuvre si l'utilisation du sol se rapporte à l'agriculture.

En tenant compte de l'ensemble des facteurs cités ci-dessus, ainsi que des propositions faites par la « task force pesticides » interministérielle, le présent avant-projet de règlement grand-ducal propose d'interdire l'utilisation du S-métolachlore utilisé comme herbicide dans les cultures du maïs pour lequel il existe des alternatives et de restreindre l'utilisation du métazachlore utilisé comme herbicide dans les cultures du colza pour lequel la « task force pesticides » doit trouver une solution pour le 22 décembre 2015 au plus tard.

## **Fiche financière**

L'avant-projet de règlement grand-ducal portant

- a) interdiction de l'utilisation de la substance active S-métolachlore et
- b) interdiction ou restriction de l'utilisation de la substance active métazachlore

n'a pas d'impact financier sur le budget de l'Etat.

## TEXTE COORDONNE

### Règlement grand-ducal du 9 juillet 2013

- a) relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine, et
- b) modifiant le règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture.

(Mém. A - 141 du 30 juillet 2013, p. 2808)

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau et notamment son article 44 (7);

Vu la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la directive 91/676/CEE du Conseil du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles;

Vu le règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine;

Vu le règlement grand-ducal du 8 juillet 2010 relatif à la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration;

Vu les avis de la Chambre d'Agriculture, de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

#### **Art. 1<sup>er</sup>.**

Les définitions de l'article 2 du règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture sont applicables au présent règlement grand-ducal.

La zone de protection immédiate ou zone I est destinée à protéger les captages d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine contre toute introduction directe de polluants dans le captage et la dégradation ou la destruction des installations de captage.

La zone de protection immédiate s'étend sur un rayon qui n'excède pas 20 mètres autour d'un captage. Pour un captage de source, la limite extérieure de la zone de protection immédiate n'excède pas 20 mètres en amont de la limite extérieure de l'ouvrage en direction de l'écoulement de l'eau souterraine.

A l'intérieur de cette zone sont interdits tous ouvrages, installations, dépôts, travaux ou activités à l'exception de ceux qui se rapportent à l'exploitation et à l'entretien de la zone et des ouvrages de captage.

Sauf dérogation prévue dans l'acte portant création de zone de protection, la zone de protection immédiate est clôturée.

En bordure de zone est apposé un écriteau portant l'inscription «zone de protection immédiate – accès interdit» ou toute autre mention similaire.

#### **Art. 2.**

La zone de protection rapprochée ou zone II empêche que des polluants microbiologiques pénètrent dans le captage, que des polluants arrivent en fortes concentrations au captage, que l'eau souterraine soit polluée par des excavations ou autres travaux souterrains et que des barrages souterrains modifient l'écoulement de l'eau souterraine en direction du captage.

La zone de protection rapprochée s'étend depuis la limite extérieure du captage jusqu'à une distance correspondant à un temps de transfert d'environ 50 jours de l'eau souterraine jusqu'à son arrivée au captage sans que cette distance ne puisse être inférieure à 50 mètres.

Lorsque les conditions hydrogéologiques permettent d'assurer efficacement la préservation de la qualité de l'eau, l'acte portant création de la zone de protection peut ne pas instaurer de zone de protection rapprochée.

Lorsque les conditions hydrogéologiques exposent le captage à une dégradation de la qualité de l'eau, une zone de protection rapprochée avec vulnérabilité élevée peut être définie, zone qui est dès lors appelée II-V1.

#### **Art. 3.**

La zone de protection éloignée, aussi appelée zone III, couvre le reste de l'aire géographique d'alimentation du captage.

#### **Art. 4.**

A l'intérieur des zones de protection rapprochée et éloignée tous ouvrages, installations, dépôts, travaux, activités sont interdits ou réglementés conformément aux dispositions de l'annexe I.

Les constructions existantes dans ces zones peuvent continuer à servir à l'usage auquel elles sont destinées, sans préjudice de la prescription, par l'acte portant création de zone de protection, des conditions d'usage et d'exploitation nécessaires à préserver la qualité de l'eau souterraine ou de son débit exploitable.

#### **Art. 5.**

Sans préjudice des dispositions de l'annexe I, l'épandage de fertilisants dans les zones de protection est soumis aux conditions suivantes:

- (1) L'épandage de fertilisants organiques est interdit lors du changement d'affectation de pâturages et de prairies permanentes ou lors du retournement de cultures pures de légumineuses.
- (2) Les sols couverts ayant reçu un épandage de fertilisants organiques pendant la période du 1<sup>er</sup> août au 30 septembre ne peuvent être labourés avant le 16 janvier de l'année suivante.
- (3) Les quantités de fertilisants organiques et minéraux épandus par an et par hectare ne doivent pas dépasser les quantités définies à l'annexe III. En cas de combinaison de fertilisants organiques et minéraux, la fumure azotée minérale doit être réduite en fonction de la quantité de fertilisants organiques épandus en tenant compte de la nature du fertilisant, du mode d'épandage, du type de culture et de la période d'épandage. Les coefficients de disponibilité de l'azote issu des fertilisants organiques qui sont nécessaires pour la détermination de la fumure azotée minérale complémentaire, sont fixés à l'annexe IV.

#### **Art. 6.**

Un programme de contrôle de la qualité de l'eau aux points de captage qui font l'objet d'un acte portant création de zone de protection et qui fournissent en moyenne plus de cent mètres cubes par jour est à établir. Pour les masses d'eau de surface utilisées pour le captage d'eau destinée à la consommation humaine, les fréquences de contrôle sont les suivantes:

population desservie	fréquence
< 10 000	4 fois par an
10 000 - 30 000	8 fois par an
> 30 000	12 fois par an.

Les fréquences de contrôle pour les masses d'eau souterraine seront déterminées dans les règlements grand-ducaux portant création des zones de protection.

Ces contrôles portent sur toutes les substances prioritaires rejetées et toutes les autres substances rejetées en quantités importantes susceptibles de modifier l'état de la masse d'eau et qui sont

contrôlées au titre des dispositions du règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 relatif à la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.

**Art. 7.**

Le point B de l'article 6 et l'annexe II du règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture sont abrogés.

**Art. 8.**

La référence au présent règlement grand-ducal se fait sous la forme suivante: «a) Règlement grand-ducal du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine».

**Art. 9.**

Notre Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

**ANNEXE I**

+	autorisé
-	interdit
a	soumis à autorisation conformément à l'article 23 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau
r	réglementé par les règlements grand-ducaux portant création des zones de protection spécifiques

	Zone II - V1	Zone II	Zone III
<b>1. Industrie et commerce</b>			
1.1 Désignation de nouvelles zones industrielles	-	-	a

1.2 Désignation de nouvelles zones d'activités	-	-	a
1.3 Construction, extension substantielle <sup>2</sup> , transformation substantielle <sup>2</sup> et exploitation d'installations avec manèment et stockage de produits pouvant altérer la qualité de l'eau <sup>1</sup>	-	-	a
1.4 Construction, extension substantielle <sup>2</sup> , transformation substantielle <sup>2</sup> et exploitation d'installations industrielles dans lesquelles des produits pouvant altérer la qualité de l'eau sont maniées (p. ex. raffineries, sidérurgie, industrie chimique, centrale énergétique)	-	-	-
1.5 Construction, extension substantielle <sup>2</sup> , transformation substantielle <sup>2</sup> et exploitation de conduites de transport pour substances pouvant altérer la qualité de l'eau, à l'exception des égouts et des conduites d'eaux usées	-	-	a
1.6 Lubrifiants et huiles de décoffrage	-	-	a
	<b>Zone II - V1</b>	<b>Zone II</b>	<b>Zone III</b>
<b>2. Elimination des eaux usées et installation de traitement des eaux usées</b>			
2.1 Installations de traitement d'eaux usées (stations d'épuration, fosses septiques)	-	-	-
2.1.1 Construction	-	-	-
2.1.2 Extension substantielle <sup>2</sup> , transformation substantielle <sup>2</sup>	-	-	a <sup>3</sup>
2.1.3 Exploitation	-	a <sup>3</sup>	a <sup>3</sup>
2.2 Bassins d'orages, déversoirs d'orage			
2.2.1 Construction, extension substantielle <sup>2</sup> , transformation substantielle <sup>2</sup>	-	-	a <sup>4</sup>
2.2.2 Exploitation	-	a <sup>4</sup>	a <sup>4</sup>
2.3 Construction, extension substantielle <sup>2</sup> , transformation substantielle <sup>2</sup> et exploitation d'égouts, de conduites et de	-	a <sup>5</sup>	a <sup>5</sup>

stations de pompage pour eaux usées			
2.4 Déversement et infiltration d'eaux usées	-	-	-
2.5 Déversement d'eau de ruissellement en provenance de voiries et de lignes ferroviaires, ainsi que d'eaux de décharges en provenance par exemple de déversoirs et de bassins d'orage dans des eaux de surface	-	a	a
2.6 Infiltration d'eaux de pluie originaires de toitures et de surfaces consolidées à travers un sol recouvert de végétation	-	-	a
2.7 Infiltration d'eaux de pluies directement dans le sous-sol (notamment puits d'infiltration)	-	-	-
	<b>Zone II - V1</b>	<b>Zone II</b>	<b>Zone III</b>
<b>3. Elimination de déchets</b>			
3.1 Dépôt et incorporation dans des matériaux de constructions de déchets pouvant altérer la qualité de l'eau	-	-	-
3.2 Utilisation de matériaux pouvant altérer la qualité de l'eau lors de la construction de voiries et de lignes ferroviaires	-	-	-
3.3 Construction, extension et exploitation d'installations pour le traitement, le stockage et le dépôt de déchets, résidus, résidus miniers	-	-	-
3.4 Installation de biométhanisation			
3.4.1 Construction	-	-	a <sup>5</sup>
3.4.2 Extension substantielle <sup>2</sup> , transformation substantielle <sup>2</sup>	-	a	a
3.4.3 Exploitation	-	a	a
	<b>Zone II - V1</b>	<b>Zone II</b>	<b>Zone III</b>
<b>4. Urbanisation et trafic</b>			

4.1 Désignation de nouvelles zones à bâtir	-	-	a
4.2 Construction, extension, transformation substantielle et exploitation d'installations avec interventions dans le sous-sol au-dessus de la nappe phréatique	-	-	a
4.3 Construction, extension substantielle <sup>2</sup> , transformation substantielle <sup>2</sup> et exploitation d'installations avec interventions dans la nappe phréatique	-	-	-
4.4 Construction, extension substantielle <sup>2</sup> , transformation substantielle <sup>2</sup> et exploitation d'installations pour le maniement et le stockage de substances pouvant altérer la qualité de l'eau <sup>1</sup>	-	-	a
4.5 Aménagement de cours d'eau ainsi que zones de rétention de crues	-	a	a
4.6 Installations de chantier, stockage de matériaux et logement pour ouvriers	-	-	a
4.7 Routes sauf chemins ruraux et forestiers			
4.7.1 Construction et extension	-	-	a <sup>7</sup>
4.7.2 Transformation substantielle <sup>2</sup>	-	a <sup>8</sup>	a <sup>7</sup>
4.8 Construction, transformation substantielle <sup>2</sup> et extension substantielle <sup>2</sup> de voies ferrées	-	-	-a
4.9 Installations aéroportuaires			
4.9.1 Construction	-	-	-
4.9.2 Extension substantielle <sup>2</sup> , transformation substantielle <sup>2</sup> et exploitation	-	-	a
4.10 Application de produits phytosanitaires	-	+ <sup>9</sup>	+ <sup>9</sup>
4.11 Remplissage et nettoyage des outils d'application de produits phytosanitaires	-	a	a

4.12 Transport de produits de nature à polluer les eaux	r <sup>10</sup>	r <sup>10</sup>	r <sup>10</sup>
4.13 Cimetières			
4.13.1 Construction et extension	-	-	-
4.13.2 Entretien de cimetières existants (utilisation d'engrais, de produits phytosanitaires)	-	a	a
4.14 Campings			
4.14.1 Construction et extension	-	-	a
4.14.2 Existants	-	a	a
	<b>Zone II - V1</b>	<b>Zone II</b>	<b>Zone III</b>
<b>5. Interventions dans le sous-sol</b>			
5.1 Extraction de matériaux et autres excavations dans et au-dessus la nappe phréatique	-	-	-
5.2 Construction et extension de tunnels et de galeries, de cavernes, activités minières souterraines	-	-	a
5.3 Forages et puits à l'exception de ceux liés à l'approvisionnement public en eau destinée à la consommation humaine	-	-	-
5.4 Forages de reconnaissance géotechnique dont la profondeur finale est située à au moins 20 mètres au-dessus de la nappe phréatique	-	-	a
5.5 Utilisation d'explosifs	-	-	a
5.6 Installation, extension et exploitation de pompes à chaleur, de sondes et de capteurs géothermiques	-	-	-
5.7 Installations pour l'approvisionnement en eau à l'exception de forages et de puits et d'installations pour l'approvisionnement public en eau destinée à la consommation humaine			

5.7.1 Construction et extension	-	-	-
5.7.1 Exploitation	-	a	a
	<b>Zone II - V1</b>	<b>Zone II</b>	<b>Zone III</b>
<b>6. Exploitations agricoles, sylvicoles, horticoles</b>			
6.1 Bâtiments agricoles et étables			
6.1.1 Construction	-	-	a
6.1.2 Extension substantielle <sup>2</sup> , transformation substantielle <sup>2</sup>	-	a	a
6.1.3 Exploitation	a	a	a
6.2 Etables avec enclos non consolidé et ne servant pas de passage vers un pâturage adjacent			
6.2.1 Construction	-	-	a
6.2.2 Extension substantielle <sup>2</sup> , transformation substantielle <sup>2</sup>	-	a	a
6.2.3 Exploitation	a	a	a
6.3 Installations pour le stockage et le maniement d'engrais azotés liquides et de produits phytosanitaires			
6.3.1 Construction	-	a	a
6.3.2 Extension substantielle <sup>2</sup> , transformation substantielle <sup>2</sup>	-	a	a
6.3.3 Exploitation	a	a	a
6.4 Fumières consolidées <sup>11</sup>			
6.4.1 Construction	-	-	a
6.4.2 Extension substantielle <sup>2</sup> , transformation substantielle <sup>2</sup>	-	a	a

6.4.3 Exploitation	a	a	a
6.5 Installations de compostage			
6.5.1 Construction	-	- <sup>12</sup>	a <sup>12</sup>
6.5.2 Extension substantielle <sup>2</sup> , transformation substantielle <sup>2</sup>	-	a	a
6.5.3 Exploitation	a	a <sup>12</sup>	a <sup>12</sup>
6.6 Installations pour le stockage et le maniement de lisier, de purin, de digestat et de jus d'ensilage <sup>11</sup>			
6.6.1 Construction	-	-	-a
6.6.2 Extension substantielle <sup>2</sup> , transformation substantielle <sup>2</sup>	-	a	a
6.6.3 Exploitation	a	a	a
6.7 Installations fixes pour la préparation d'ensilage			
6.7.1 Construction	-	-	a
6.7.2 Extension substantielle <sup>2</sup> , transformation substantielle <sup>2</sup>	-	a	a
6.7.3 Exploitation	a	a	a
6.8 Pépinières, exploitations horticoles, viticoles, fruiticoles, maraîchères			
6.8.1 Construction	-	-	a
6.8.2 Extension substantielle <sup>2</sup> , transformation substantielle <sup>2</sup>	-	a	a
6.8.3 Exploitation	a	a	a
6.9 Cités jardinières			
6.9.1 Construction	-	-	a

6.9.2 Extension substantielle <sup>2</sup> , transformation substantielle <sup>2</sup>	-	a	a
6.9.3 Exploitation	a	a	a
6.10 Stockage d'ensilage en plein champ	-	-	_13
6.11 Stockage de balles d'ensilage en plein champ	-	+ <sup>14,15</sup>	+ <sup>15</sup>
6.12 Stockage de fumier, compost en plein champ	-	-	+ <sup>16</sup>
6.13 Stockage de boues d'épuration et de boues d'épuration compostées en plein champ	-	-	-
6.14 Pâturage	-	+ <sup>17</sup>	+
6.15 Paddock <sup>18</sup>	-	-	-
6.16 Parcs à gibier	-	-	-
6.17 Nourrissage de gibier	-	-	-
6.18 Appâtage de gibier	-	-	+ <sup>19</sup>
6.19 Déboisement et défrichage de forêts			
6.19.1 < 25 ares	+	+	+
6.19.2 > 25 ares	-	_20	_20
6.20 Premier boisement	-	a	a
6.21 Conservation du bois par arrosage, aires de stockage des bois de valeur	-	-	a
6.22 Irrigation de surfaces agricoles ou horticoles avec eaux usées	-	-	-
6.23 Fertilisation avec boues d'épuration et boues d'épuration compostées	-	-	-
6.24 Fertilisation avec engrais secondaires organiques azotés	-	+ <sup>21</sup>	+ <sup>22</sup>

6.25 Fertilisation avec effluents de volaille (fumiers et fientes)	-	-	-
6.26 Fertilisation avec d'autres sortes de fumier que le fumier mou	-	+ <sup>21,23</sup>	+ <sup>22,23</sup>
6.27 Fertilisation avec fumier mou	-	+ <sup>21,23</sup>	+ <sup>22,23</sup>
6.28 Fertilisation avec purin, lisier ou des digestats issus d'installations de biométhanisation	-	+ <sup>21,24</sup>	+ <sup>22,24</sup>
6.29 Elevage de porcs en plein air	-	-	-
6.30 Elevage de volaille en plein air			
6.30.1 < 25 animaux	-	+	+
6.30.2 > 25 animaux	-	-	-
6.31 Prairies permanentes			
6.31.1. Retournement en vue du renouvellement de prairies et pâturages permanents <sup>25</sup>	-	-	a
6.31.2. Renouvellement de prairies et pâturages permanents sans labour	a <sup>25</sup>	+	+
6.32 Couverture du sol durant toute l'année	obligatoire	obligatoire	obligatoire
6.33 Drainages et émissaires correspondants			
6.33.1. Utilisation et entretien de drainages existants	-	+ <sup>26</sup>	+ <sup>26</sup>
6.33.2. Installation et extension	-	a	a
6.34 Application de produits phytosanitaires	-	+ <sup>9</sup>	+ <sup>9</sup>
6.35 Remplissage et nettoyage des outils d'application de produits phytosanitaires <sup>27</sup>	-	a	a
6.36 Fertilisation avec engrais minéraux azotés	-	+ <sup>28</sup>	+ <sup>28</sup>
6.37 Retournement de prairies temporaires étant en place pendant	-	+ <sup>29</sup>	+ <sup>29</sup>

4 années consécutives au moins			
6.38. Culture pure de légumineuses		-	+ <sup>30</sup>
6.39 Culture de maïs ou de betteraves		-	+
1	Les produits qui, soit à l'état, soit après réaction avec l'eau, sont de nature à porter atteinte à la qualité microbiologique, chimique ou organoleptique de l'eau souterraine, de façon à compromettre son utilisation en vue d'une consommation humaine. Sont notamment visés les paramètres de l'annexe I du règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.		
2	Substantiel: modifiant les caractéristiques ou le fonctionnement de tous les ouvrages, installations, dépôts, travaux ou activités, agrandissant une installation ou un dépôt qui sont susceptibles de porter atteinte à la qualité de la ressource hydrique ou à son débit exploitable.		
3	<p>L'extension substantielle, la transformation substantielle et l'exploitation de stations d'épuration collectives et industrielles, ainsi que de fosses septiques étanches peuvent être autorisées dans les cas suivants:</p> <p>1) La construction constitue une amélioration de la situation existante en ce qui concerne la ressource d'eau souterraine servant à la production d'eau destinée à la consommation humaine à protéger.</p> <p>2) La faisabilité technique et économique d'une autre solution n'est pas donnée.</p> <p>Les eaux de rejets en provenance de stations d'épuration sont à déverser en dehors des zones de protection. Si la faisabilité technique et économique de cette mesure n'est pas donnée, la station d'épuration doit être équipée d'un traitement permettant d'hygiéniser les eaux traitées. L'infiltration dans le sous-sol d'eaux de rejets en provenance de stations d'épuration est interdite.</p>		
4	<p>La construction, l'extension substantielle, la transformation substantielle et l'exploitation de bassins et de déversoirs d'orages peuvent être autorisées dans les cas suivants:</p> <p>1) La construction constitue une amélioration de la situation existante en ce qui concerne la ressource d'eau souterraine servant à la production d'eau destinée à la consommation humaine à protéger.</p> <p>2) La faisabilité technique et économique d'une autre solution n'est pas donnée.</p> <p>Les eaux de rejets en provenance de bassins d'orages devront transiter par un ouvrage d'infiltration. Cet ouvrage devra comporter plusieurs couches de sol présentant la granulométrie requise pour garantir une épuration de ces rejets.</p>		

5	<p>La pose de conduites d'eaux usées peut être autorisée dans les cas suivants:</p> <p>1) La construction constitue une amélioration de la situation existante en ce qui concerne la ressource d'eau souterraine servant à la production d'eau destinée à la consommation humaine à protéger.</p> <p>2) La faisabilité technique et économique d'une autre solution n'est pas donnée.</p> <p>L'étanchéité des conduites existantes doit être contrôlée tous les cinq ans. Les raccordements privés et toutes les autres installations doivent être contrôlés tous les dix ans. Le premier contrôle doit se dérouler dans un délai de deux ans après l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal portant création de zone de protection. Au besoin les installations doivent être étanchéifiées ou remplacées. Les installations existantes seront mises hors service sans être remplacées si une telle mesure s'avère nécessaire pour assurer la protection des captages d'eau souterraine.</p> <p>L'étude et la pose de nouvelles conduites d'eaux usées doivent se faire suivant les règles de l'art et les pratiques de constructions reconnues dans des zones de protection.</p>
6	<p>Seules sont autorisables à l'intérieur de la zone de protection éloignée les nouvelles installations traitant des matières premières d'origine agricole. Le traitement de déchets est interdit.</p>
7	<p>Lors de la construction, l'élargissement et le redressement de routes, les valeurs-guides en vigueur pour la construction dans des zones de protection de ressources d'eau souterraine servant à la production d'eau destinée à la consommation humaine sont à respecter.</p>
8	<p>La transformation substantielle de routes peut être autorisée lorsque cette transformation constitue une amélioration de la protection de la ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine. Les valeurs-guides en vigueur pour la construction dans des zones de protection des ressources d'eau souterraine servant à la production d'eau destinée à la consommation humaine sont à respecter.</p>
9	<p>L'utilisation des substances actives figurant à l'annexe II est interdite.</p> <p>En cas de nécessité suite à la vulnérabilité à la pollution et à la qualité de l'eau du captage ou groupe de captages d'eau souterraine destinée à la consommation humaine et visé par le règlement grand-ducal des restrictions supplémentaires ou des interdictions complètes peuvent être appliquées.</p>
10	<p>Des mesures au niveau des infrastructures routières, respectivement des mesures réglementant la circulation peuvent être prévues en concertation avec l'Administration des ponts et chaussées lorsqu'une interdiction totale du transport de produits de nature à polluer les eaux ne s'avère pas réalisable.</p>
11	<p>Les exploitations doivent disposer d'un stockage adéquat (de capacité suffisante). Le dimensionnement de la surface de la fumière, des infrastructures destinées au stockage des lisiers, des purins et des digestats ainsi que des réservoirs récupérant les jus d'écoulement de fumières, les jus d'ensilage et autres doivent être de capacité suffisante.</p>

12	Ne sont pas concernés les composts réalisés par des particuliers ne passant pas une surface de 1 m <sup>2</sup> et qui sont situés dans les zone II et III.
13	<p>Autorisés en cas de rendements exceptionnels dus aux conditions météorologiques ou en cas de circonstances dues à des causes naturelles ou de force majeure - notamment en cas de graves inondations ou à des accidents qui n'ont raisonnablement pas pu être prévus - dans des zones désignées par l'Administration de la gestion de l'eau en fonction de leur degré de vulnérabilité à la pollution. Des déclarations de stockage sont à réaliser auprès de l'Administration de la gestion de l'eau au plus tard une semaine après le début du stockage.</p> <p>Les ensilages autorisés en plein champ devront être enlevés en premier lieu. Le début de l'ouverture de cet ensilage devra être signalisé à l'Administration de la gestion de l'eau.</p>
14	Stockage 1 fois tous les 5 ans au même endroit, emballage certifié de haute étanchéité.
15	Distance minimale de 30 mètres à respecter par rapport aux cours d'eau.
16	Durée de stockage maximale 9 mois, stockage 1 fois tous les 5 ans au même endroit.
17	<p>Rotation de mangeoires et d'abreuvoir mobiles, affouragement régulier et systématique durant toute l'année interdit, pâturage hivernal interdit du 16.11. au 15.02.</p> <p>En cas de nécessité suite à la vulnérabilité à la pollution et à la qualité de l'eau du captage ou groupe de captages d'eau souterraine destinée à la consommation humaine visé par le règlement grand-ducal, des interdictions complètes peuvent être appliquées.</p> <p>Le point 6.14 inclut également les projets de pâturage permanent bénéficiant des régimes d'aides prévus par le règlement grand-ducal du 22 mars 2002 instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique.</p>
18	<p>Par Paddock, on entend dans le présent règlement grand-ducal</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- enclos d'engraissement pour bovin en plein air non consolidé</li> <li>- enclos non consolidé, aménagé en plein air destiné à la promenade et à l'entraînement de chevaux.</li> </ul>
19	Les dispositions du règlement grand-ducal du 9 octobre 2012 déterminant les espèces de gibier qui peuvent faire l'objet d'un appâtage ainsi que les conditions et modalités de cet appâtage s'appliquent.
20	Soumis à autorisation en cas de calamités.
21	<p>Quantité maximale de 130 kg N<sub>org</sub>/ha sur les terres arables.</p> <p>Quantité maximale de 170 kg N<sub>org</sub>/ha sur les prairies et pâturages permanents.</p>

	<p>Lorsque la concentration en nitrates au niveau d'un captage d'eau souterraine destinée à la consommation humaine visé par un règlement grand-ducal portant la création de zones de protection, conformément à l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, dépasse la valeur seuil de 25 mg NO<sub>3</sub>/l ou si une tendance à la hausse significative et durable de cette concentration est constatée, la quantité maximale de 130 kg N<sub>org</sub>/ha est à appliquer sur les prairies et pâturages permanents dans la zone de protection rapprochée.</p> <p>Lorsque les objectifs fixés par l'annexe I du règlement grand-ducal modifiée du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et par l'article 1<sup>er</sup> du règlement grand-ducal du 8 juillet 2010 relatif à la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration ne sont pas atteints pour des captages d'eau souterraine destinée à la consommation humaine visés par un règlement portant création de zones de protection, conformément à l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, des mesures plus restrictives pourront être fixées.</p>
22	<p>Quantité maximale de 170 kg N<sub>org</sub>/ha sur les terres arables ainsi que sur les prairies et pâturages permanents.</p> <p>Lorsque la concentration en nitrates au niveau d'un captage d'eau souterraine destinée à la consommation humaine visés par un règlement grand-ducal portant la création de zones de protection, conformément à l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, dépasse la valeur seuil de 25 mg NO<sub>3</sub>/l ou si une tendance à la hausse significative et durable de cette concentration est constatée, la quantité maximale est réduite à 130 kg N<sub>org</sub>/ha sur les terres arables dans certaines aires définies en fonction des conditions hydrogéologiques,</p> <p>Lorsque les objectifs fixés par l'annexe I du règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et par l'article 1<sup>er</sup> du règlement grand-ducal du 8 juillet 2010 relatif à la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration ne sont pas atteints pour des captages d'eau souterraine destinée à la consommation humaine visés par un règlement portant création aux zones de protection, conformément à l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, des mesures plus restrictives pourront être fixées.</p>
23	<p>Dans les zones de protection rapprochée et éloignée, l'épandage de toute autre sorte de fumier que le fumier mou et le fumier de volaille est autorisé. L'épandage est cependant interdit pendant la période du 1<sup>er</sup> octobre au 31 janvier pour les sols couverts et du 1<sup>er</sup> août au 31 janvier pour tout autre sol.</p>
24	<p>Dans les zones de protection rapprochée et éloignée, l'épandage de purin, de lisier, de digestat issu des stations de biométhanisation et de fumier mou est autorisé. L'épandage est cependant interdit pendant la période du 1<sup>er</sup> août au dernier jour de février sauf pour les sols couverts à l'exception des cultures d'avoine d'hiver, de blé d'hiver, de triticale d'hiver et de seigle d'hiver où la quantité d'azote organique totale issue d'un tel fertilisant organique est autorisée à hauteur de 80 kg par hectare pendant la période du 1<sup>er</sup> août au 30 septembre.</p>
25	<p>Localement, en fonction de la vulnérabilité à la pollution et à la qualité de l'eau du captage ou groupe de captages d'eau souterraine destinée à la consommation humaine visé par le règlement grand-ducal, le retournement en vue du renouvellement d'une prairie ou d'un pâturage permanent peut en des cas</p>

	exceptionnels, notamment lorsque des dégâts importants sont causés par du gibier, être autorisé.
26	Des mesures telles qu'élimination ou déviation sont à prendre lorsque que les drainages déversent dans des zones II-V1 ou/et les drainages constituent une source de pollution avérée du captage ou groupe de captages d'eau souterraine destinée à la consommation humaine visé par le règlement grand-ducal.
27	Le remplissage ainsi que le nettoyage des outils d'application de produits phytosanitaires est interdit sauf dans les cas évoqués au point 6.3.3. de l'Annexe I.
28	La quantité de fertilisants minéraux azotés épandus par an et par hectare ne doit pas dépasser les quantités définies à l'annexe III.
29	Après le labour d'une prairie temporaire qui était en place pendant 4 années consécutives au moins, la fertilisation organique est interdite pendant la première période végétale consécutive à ce labour.
30	Les cultures pures de légumineuses ne peuvent être emblavées qu'une fois tous les 5 ans.

## ANNEXE II

1) Liste des substances actives dont l'utilisation est interdite dans les zones de protection rapprochée et éloignée:

- bentazone
- terbuthylazine
- S-métolachlore
- diuron
- (rgd du XXXX)
- métazachlore

2) Liste des substances actives dont l'utilisation est interdite dans les zones de protection rapprochée et restreinte dans les zones de protection éloignée:

(rgd du XXXX)

- métazachlore

~~Seules les utilisations en tant qu'herbicide, appliqué à raison d'1,0 kg/ha seulement tous les quatre ans, peuvent être autorisées.~~

- isoproturon

L'utilisation est interdite pendant la période du 16 octobre jusqu'au dernier jour de février.

- glyphosate

L'utilisation est interdite sur les terrains non agricoles.

- diméthanamide-P

Seules les utilisations en tant qu'herbicide, appliqué seulement tous les deux ans, peuvent être autorisées.

### ANNEXE III

#### Quantités maximales de fumure azotée

Culture	Récolte estimée	Facteur de correction en fonction du rendement	Fumure azotée organique maximale	Fumure azotée minérale maximale en cas d'absence de fertilisation organique
	(dt/ha)	kgN/□5dt/ha	(kg N/ha/an)	(kg N/ha/an)
Céréales	50 <sup>2)</sup>	2,5	130/170 <sup>4)</sup>	160
Colza	30 <sup>2)</sup>	5,0	130/170 <sup>4)</sup>	180
Cultures pures de légumineuses à grains (pois, haricots, lupin, soja, fèves, lentilles, ... )	50 <sup>2)</sup>	-	85 <sup>1)</sup>	30 <sup>1)</sup>
Cultures pures de légumineuses fourragères (trèfle, luzerne, vesce,... )	80 <sup>2)</sup>	-	85 <sup>1)</sup>	30 <sup>1)</sup>
Pommes de terre	350 <sup>2)</sup>	4,0	130/170 <sup>4)</sup>	170
Betteraves fourragères	900 <sup>2)</sup>	3,0	130/170 <sup>4)</sup>	235
Maïs	150 <sup>3)</sup>	1,4	130/170 <sup>4)</sup>	190
Prairies et pâturages permanents	90 <sup>3)</sup>	2,7	130/170 <sup>4)</sup>	260
Prairies et pâturages temporaires	110 <sup>3)</sup>	3,0	130/170 <sup>4)</sup>	300

<sup>1)</sup> = démarrage de culture

<sup>2)</sup> = matière fraîche

<sup>3)</sup> = matière sèche

<sup>4)</sup> = voir remarques 19 et 20, annexe I

## ANNEXE 25

### Coefficients de disponibilité des fertilisants organiques

#### Lisier bovin et fumier mou (en % de l'azote total)

	colza, cultures dérobées	céréales d'hiver	cultures estivales	prairies et pâturages	autres cultures
été/automne	35	25	sans objet	35	35
printemps	40	30	50	40	40

#### Lisier porcin, purin et digestat (en % de l'azote total)

	colza, cultures dérobées	céréales d'hiver	cultures estivales	prairies et pâturages	autres cultures
été/automne	40	30	sans objet	40	40
printemps	50	40	60	50	50

#### Fertilisants organiques solides (en % de l'azote total)

	maïs	autres cultures
fumier autre que le fumier mou, le fumier de volaille et les fientes de volaille	50	30
fumier de volaille	50	50
compost	30	15
fientes de volaille	50	50



## FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES

### Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Avant-projet de règlement grand-ducal portant a) interdiction de l'utilisation de la substance active S-métolachlore et b) interdiction ou restriction de l'utilisation de la substance active métazachlore
Ministère initiateur :	Ministère du Développement durable et des Infrastructures, département de l'Environnement
Auteur(s) :	André Weidenhaupt
Téléphone :	24786820
Courriel :	andre.weidenhaupt@mev.etat.lu
Objectif(s) du projet :	L'avant-projet de règlement grand-ducal sous rubrique vise l'interdiction de l'utilisation de la substance active S-métolachlore et apporte des restrictions concernant l'utilisation de la substance active métazachlore suite à la contamination de fond des eaux de surface et souterraines, ainsi que des ressources d'eau destinée à la consommation humaine par ces substances actives et leurs métabolites détectée par la campagne d'analyses réalisée au courant du mois d'octobre 2014. Ces mesures ont été proposées par la "task-force pesticides" mise en place par le Gouvernement en Conseil en octobre 2014 et ont fait l'objet d'une concertation entre le Ministère du Développement durable et des Infrastructures et le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs en date du 9 février 2015.
Autre(s) Ministère(s) / Organisme(s) / Commune(s) impliqué(e)(s)	Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs
Date :	27/02/2015



## Mieux légiférer

<b>1</b>	Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s) : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
	Si oui, laquelle / lesquelles : <div style="border: 1px solid black; padding: 5px;">La Chambre d'Agriculture a été informée des mesures reprise au présent avant-projet de règlement grand-ducal en date du 9 février 2015.</div>
	Remarques / Observations : <div style="border: 1px solid black; padding: 5px;">Le projet s'adresse aux utilisateurs des herbicides contenant les substances actives métazachlore et S-métolachlore, en l'occurrence la profession agricole.</div>
<b>2</b>	Destinataires du projet :
	- Entreprises / Professions libérales : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
	- Citoyens : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
	- Administrations : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>3</b>	Le principe « Think small first » est-il respecté ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> N.a. <sup>1</sup> (c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)
	Remarques / Observations : <div style="border: 1px solid black; height: 60px;"></div>
<sup>1</sup> N.a. : non applicable.	
<b>4</b>	Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
	Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ? <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
	Remarques / Observations : <div style="border: 1px solid black; height: 60px;"></div>
<b>5</b>	Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
	Remarques / Observations : <div style="border: 1px solid black; padding: 5px;">N.A.</div>



6

Le projet contient-il une charge administrative<sup>2</sup> pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?)

Oui  Non

Si oui, quel est le coût administratif<sup>3</sup> approximatif total ?  
(nombre de destinataires x  
coût administratif par destinataire)

<sup>2</sup> Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en œuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

<sup>3</sup> Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple : taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

7

a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ?

Oui  Non  N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel<sup>4</sup> ?

Oui  Non  N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

<sup>4</sup> Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ([www.cnpd.lu](http://www.cnpd.lu))

8

Le projet prévoit-il :

- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ?  Oui  Non  N.a.
- des délais de réponse à respecter par l'administration ?  Oui  Non  N.a.
- le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ?  Oui  Non  N.a.

9

Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ?

Oui  Non  N.a.

Si oui, laquelle :

10

En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ?

Oui  Non  N.a.



Sinon, pourquoi ?

11

Le projet contribue-t-il en général à une :

a) simplification administrative, et/ou à une

Oui  Non

b) amélioration de la qualité réglementaire ?

Oui  Non

Remarques / Observations :

Le fait que le présent projet apporte des mesures limitant l'introduction de certains polluants dans les ressources d'eau, la qualité de la réglementation visant la protection de l'eau est partant améliorée.

12

Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ?

Oui  Non  N.a.

13

Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office)

Oui  Non

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

14

Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ?

Oui  Non  N.a.

Si oui, lequel ?

Remarques / Observations :



## Egalité des chances

15

Le projet est-il :

- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ?  Oui  Non  
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ?  Oui  Non

Si oui, expliquez  
de quelle manière :

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ?  Oui  Non

Si oui, expliquez pourquoi :

- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ?  Oui  Non

Si oui, expliquez  
de quelle manière :

16

Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ?  Oui  Non  N.a.

Si oui, expliquez  
de quelle manière :

## Directive « services »

17

Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation<sup>5</sup> ?  Oui  Non  N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du  
Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

[www.eco.public.lu/attributions/dg2/d\\_consommation/d\\_march\\_int\\_rieur/Services/index.html](http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html)

<sup>5</sup> Article 15 paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

18

Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers<sup>6</sup> ?  Oui  Non  N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du  
Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

[www.eco.public.lu/attributions/dg2/d\\_consommation/d\\_march\\_int\\_rieur/Services/index.html](http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html)

<sup>6</sup> Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)